
États financiers de
Financial Statements of

Le français pour l'avenir
French for the Future

31 mars 2025
March 31, 2025

Rapport de l'auditeur indépendant	1 – 4	Independent Auditor's Report
État des résultats	5	Statement of operations
État de l'évolution de l'actif net	6	Statement of changes in net assets
Bilan	7	Balance sheet
État des flux de trésorerie	8	Statement of cash flows
Notes complémentaires	9 – 15	Notes to the financial statements

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil d'administration de
Le français pour l'avenir

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Le français pour l'avenir (l'« Organisme »), qui comprennent le bilan au 31 mars 2025, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Organisme au 31 mars 2025, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point

Les états financiers pour la période close le 31 mars 2024 ont été audités par un autre auditeur, qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée le 23 septembre 2024.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des   tats financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les   tats financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des   tats financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les   tats financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acqu  rons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Organisme;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des   v  nements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les   tats financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des   v  nements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Organisme à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des   tats financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les   tats financiers représentent les opérations et   v  nements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute d  fici  nce importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Hawkesbury (Ontario)
Le 22 septembre 2025

MNP sr l

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Independent Auditor's Report

To the members of the Board of Directors of
French for the Future

Opinion

We have audited the financial statements of French for the Future (the "Organization"), which comprise the balance sheet as at March 31, 2025, and the statements of operations, changes in net assets and cash flows for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies (collectively referred to as the "financial statements").

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Organization as at March 31, 2025, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards ("Canadian GAAS"). Our responsibilities under those standards are further described in the Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report. We are independent of the Organization in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Other matter

The financial statements for the year ended March 31, 2024, were audited by another auditor who expressed an unmodified opinion on those statements on September 23, 2024.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Organization's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Organization or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Organization's financial reporting process.

MNP s.r.l./LLP

300, rue McGill, Hawkesbury ON, K6A 1P8
300 McGill Street, Hawkesbury ON, K6A 1P8

Tél. : 613.632.4178 Téléc. : 613.632.7703
T: 613.632.4178 F: 613.632.7703

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian GAAS will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian GAAS, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Organization's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Organization's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Organization to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Hawkesbury ON
September 22, 2025

The logo for MNP LLP, featuring the letters 'MNP' in a large, stylized, handwritten font, followed by 'LLP' in a smaller, simpler font.

Chartered Professional Accountants
Licensed Public Accountants

	2025	2024	
	\$	\$	
Produits			Revenues
Subventions			Grants
Patrimoine canadien	1 175 810	872 300	Canadian Heritage
Autres	279 826	146 245	Others
Transfert aux subventions reportées	(113 453)	-	Transfer to deferred grants
Intérêts	16 505	14 997	Interest
Dons	107 567	91 019	Donations
Parrainages	62 925	68 500	Sponsorships
Autres	1 333	12 092	Others
	1 530 513	1 205 153	
Charges			Expenses
Achats et réparations d'équipement	1 945	644	Equipment purchases and repairs
Administration	46 337	34 691	Administration
Affranchissement et messagerie	22 930	16 880	Postage and express
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	77 578	86 771	Amortization of capital and intangible assets
Assurances	6 519	5 770	Insurances
Avantages sociaux	85 690	71 951	Employee benefits
Frais de déplacement	172 281	164 344	Travel
Honoraires	448 200	231 911	Honoraria
Intérêts et frais bancaires	1 995	2 149	Interest and bank charges
Impression, papeterie et fournitures de bureau	6 378	8 528	Printing, stationery and office supplies
Loyer pour bureau	57 725	56 809	Office rent
Publicité	98 524	88 490	Advertising
Salaires	483 744	405 021	Salaries
Télécommunications	7 212	5 308	Telecommunications
	1 517 058	1 179 267	
Excédent des produits sur les charges avant remboursement au ministère	13 455	25 886	Excess of revenues over expenses before reimbursement to ministry
Remboursement au ministère	13 455	-	- Reimbursement to ministry
Excédent des produits sur les charges	-	25 886	Excess of revenues over expenses

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

	Grevé aux fins des éventualités/ Restricted for contingency purposes	Grevé aux fins du projet de la plateforme FR+/ Restricted for the FR+ platform project	Non affecté/ Unrestricted	2025	2024	
	\$	\$	\$	\$	\$	
Solde au début	345 000	74 734	199 671	619 405	593 519	Balance, beginning of year
Excédent des produits sur les charges	-	-	-	-	25 886	Excess of revenues over expenses
Amortissement des immobilisations incorporelles	-	(74 734)	74 734	-	-	Amortization of intangible assets
Solde à la fin	345 000	-	274 405	619 405	619 405	Balance, end of year

Les notes complémentaires font partie intégrante
des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of the
financial statements.

	2025	2024	
	\$	\$	
Actif			Assets
À court terme			Current assets
Encaisse	337 615	219 858	Cash
Placements (note 5)	363 524	363 258	Investments (Note 5)
Subventions à recevoir	33 233	5 559	Grants receivable
Taxes de vente à recouvrer	60 945	37 983	Sales tax receivable
Stocks	36 064	23 566	Inventories
Dépenses payées d'avance	54 343	16 237	Prepaid expenses
	885 724	666 461	
Immobilisations corporelles (note 6)	-	2 844	Capital assets (Note 6)
Immobilisations incorporelles (note 7)	-	74 734	Intangible assets (Note 7)
	885 724	744 039	
Passif			Liabilities
À court terme			Current liabilities
Créditeurs et charges à payer	95 566	67 334	Accounts payable and accrued liabilities
Parrainages reportés	17 205	20 400	Deferred sponsorships
Subventions reportées (note 9)	153 548	36 900	Deferred grants (Note 9)
	266 319	124 634	
Engagements (note 10)			Commitments (Note 10)
Actif net			Net assets
Grevé d'affectation interne aux fins des éventualités (note 11)	345 000	345 000	Internally restricted for contingency purposes (Note 11)
Grevé d'affectation interne aux fins du projet de la plateforme FR+ (note 11)	-	74 734	Internally restricted for the FR+ platform project (Note 11)
Non affecté	274 405	199 671	Unrestricted
	619 405	619 405	
	885 724	744 039	

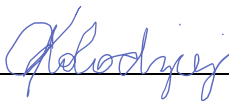
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Approuvé au nom du conseil d'administration

Approved on behalf of the Board

administrateur



Director

SIGNATURE

administrateur



Director

SIGNATURE

	2025	2024	
	\$	\$	
Activités de fonctionnement			Operating activities
Excédent des produits sur les charges	-	25 886	Excess of revenues over expenses
Élément sans effet sur la trésorerie			Item not affecting cash
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	77 578	86 771	Amortization of capital and intangible assets
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement de fonctionnement (note 12)	40 445	42 471	Changes in non-cash operating working capital items (Note 12)
	118 023	155 128	
Activités d'investissement			Investing activities
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	(2 710)	Purchase of capital and intangible assets
Acquisition de placements	(12 662)	(5 889)	Acquisition of investments
Produit de la vente de placements	12 396	-	Proceeds from sale of investments
	(266)	(8 599)	
Augmentation nette de l'encaisse	117 757	146 529	Net increase in cash
Encaisse au début	219 858	73 329	Cash, beginning of year
Encaisse à la fin	337 615	219 858	Cash, end of year

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

1. Description de l'organisme

Le français pour l'avenir (l'« Organisme ») a été constitué en société sans capital-actions le 7 octobre 1999 en vertu des lois du Canada. L'Organisme a entrepris ses activités le 1^{er} octobre 2000. Il a pour mission d'organiser des programmes éducatifs destinés à des élèves de niveau secondaire en immersion française ou en français langue première partout au Canada. L'Organisme est inscrit comme organisme de bienfaisance en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et, à ce titre, est exonéré d'impôt.

2. Changement de méthodes comptables

Chapitre 4434 : Traitement comptable des accords d'infonuagique par le client

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2024, l'Organisme a adopté des modifications au chapitre 4434, « Actifs incorporels détenus par les organismes sans but lucratif », précisant que l'application de la Note d'orientation concernant la comptabilité NOC 20, « Traitement comptable des accords d'infonuagique par le client », de la partie II du Manuel de CPA Canada – Comptabilité est requise pour les actifs incorporels. La norme est appliquée de manière prospective et les périodes antérieures n'ont pas été retraitées. L'application prospective de cette norme comptable n'a pas eu d'impact sur les états financiers.

3. Méthodes comptables futures

Date d'application : 1^{er} janvier 2026

Apport : constatation des produits et questions connexes

En mars 2023, le CNC a publié un exposé-sondage qui propose de publier le nouveau chapitre 4411, Apports reçus par les organismes sans but lucratif, et des modifications connexes au chapitre 4400, Présentation des états financiers des organismes sans but lucratif. Le nouveau chapitre 4411 en projet donnerait aux organismes sans but lucratif des indications sur le traitement comptable des apports et remplacerait les chapitres 4410, Apports – Comptabilisation des produits, et 4420, Apports à recevoir.

L'Organisme évalue présentement les incidences de l'adoption de cette nouvelle norme applicable de façon rétroactive ou prospective.

1. Description of the organization

French for the Future (the "Organization") was incorporated on October 7, 1999, as a corporation without share capital under the laws of Canada. It began operations on October 1, 2000. The Organization's mandate is to host educational programmes for high school French Immersion and French first language students across Canada. The Organization is registered as a charitable organization under the Income Tax Act (Canada), and as such, is exempt from income taxes.

2. Change in accounting policies

Section 4434: Customer's Accounting for Cloud Computing Arrangements

Effective April 1, 2024, the Organization adopted the amendments to Section 4434, Intangible Assets Held by Not-for-Profit Organizations, clarifying that the application of Accounting Guideline AcG 20, Customer's Accounting for Cloud Computing Arrangements, in Part II of the CPA Canada Handbook - Accounting is required for intangible assets. The standard is applied prospectively, and prior periods have not been restated. There were no impacts on the financial statements from the prospective application.

3. Future accounting policies

Effective date: January 1, 2026

Contributions – Revenue Recognition and Related Matters

In March 2023, the Accounting Standards Board (AcSB) issued an Exposure Draft (ED) that proposes to issue new Section 4411 Contributions Received by Not-for-Profit Organizations and accompanying amendments to Section 4400 Financial Statement Presentation by Not-for-Profit Organizations. Proposed new Section 4411 will provide not-for-profit organizations (NPOs) with guidance on accounting for contributions and is intended to replace Section 4410 Contributions – Revenue Recognition and Section 4420 Contributions Receivable.

The Organization is currently evaluating the impacts of this new standard, which may be applied retroactively or prospectively.

4. Méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

États financiers

Les états financiers reflètent tous les actifs, les passifs et les opérations de l'Organisme. Tous les transferts entre fonds et les soldes ont été éliminés.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût d'achat et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative.

Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Plateforme en ligne	3 ans

Lorsqu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme pour l'Organisme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur toute valeur résiduelle est constaté à titre de charge à l'état des résultats.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme, comme les immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles, sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif à long terme excède le total des flux de trésorerie non actualisés découlant de son utilisation et de sa sortie éventuelle et que sa valeur comptable excède sa juste valeur. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur à la date de perte de valeur.

Apports reçus sous forme de services

Les bénévoles consacrent plusieurs heures de service chaque année. En raison de la difficulté de déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas reconnus aux états financiers.

4. Accounting policies

The financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations and reflect the following significant accounting policies:

Financial statements

These financial statements reflect all the assets, liabilities and operations of the Organization. All interfund transactions and balances have been eliminated.

Inventories

Inventories are valued at the lower of purchase cost and net realizable value. Cost is determined by the weighted average method.

Net realizable value is the estimated selling price less the estimated cost of completion and the estimated costs necessary to make the sale.

Capital assets and intangible assets

Capital assets and intangible assets are recorded at cost. Amortization is provided on a straight-line method basis over the assets estimated useful life.

Furniture and office equipment	5 years
Computer equipment	3 years
Online platform	3 years

When a capital asset no longer has any long-term service potential for the Organization, the excess of its net carrying amount over any residual value is recognized as an expense in the statement of operations.

Impairment of long-lived assets

Long-lived assets, such as capital assets and intangible assets, are tested for recoverability whenever events or changes in circumstances indicate that their carrying amount may not be recoverable. An impairment loss is recognized when the carrying value of a long-lived asset exceeds the total undiscounted cash flows expected from the use and eventual disposition of the asset and the carrying value exceeds its fair value. The amount of the impairment loss is determined as the excess of the carrying value of the asset over its fair value at the date of impairment.

Contributed services

Volunteers contribute a significant amount of their time each year. Because of the difficulty of determining the fair value, contributed services are not recognized in the financial statements.

4. Méthodes comptables (suite)

Instruments financiers

L'Organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les placements sont évalués à la juste valeur.

Les actifs financiers évalués subséquemment au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des débiteurs et des taxes de vente à recouvrer.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs et charges à payer.

Constatation des produits

L'Organisme applique la méthode du report.

Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir à condition que le montant à recevoir fasse l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement soit raisonnablement assuré.

Les apports reçus et affectés à l'acquisition d'immobilisations corporelles sont reportés et constatés à titre de produit selon la même méthode que celle suivie pour l'amortissement des immobilisations acquises.

Les produits des placements non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Parmi les principales composantes des états financiers exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, la valeur nette de réalisation des stocks, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles et certaines charges à payer. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

4. Accounting policies (continued)

Financial instruments

The Organization initially measures its financial assets and financial liabilities at fair value. It subsequently measures all its financial assets and financial liabilities at amortized cost.

Investments are measured at fair value.

The financial assets subsequently measured at amortized cost include cash, contributions receivable and sales tax receivable.

The financial liabilities measured at amortized cost include accounts payable and accrued liabilities.

Revenue recognition

The Organization follows the deferral method of accounting.

Unrestricted contributions are recognized as revenues when received or receivable if the amount to be received can be reasonably estimated and collection is reasonably assured.

Contributions received towards the purchase of capital assets are deferred and amortized to revenue on the same basis as the related depreciable capital assets are amortized.

Unrestricted investment revenues are recognized as revenues when earned.

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosures of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting period. Key components of the financial statements requiring management to make estimates include the provision for doubtful accounts in respect of receivables, the net realizable value of inventories, the useful life of capital assets and intangible assets and certain accrued liabilities. Actual results could differ from these estimates.

5. Placements

Les placements à court terme au 31 mars 2025 comprennent un certificat de placement garanti échéant le 3 juillet 2025, portant intérêt au taux préférentiel bancaire moins 2,25 %.

5. Investments

Short-term investments as at March 31, 2025, include a guaranteed investment certificate maturing on July 3, 2025, bearing interest at the bank prime rate less 2.25%.

6. Immobilisations corporelles

	2025		2024	
	Coût/ Cost	Amortis- sement cumulé/ Accumu- lated amorti- zation	Valeur comptable nette/ Net book value	Valeur comptable nette/ Net book value
	\$	\$	\$	\$
Mobilier et matériel de bureau	52 910	52 910	-	-
Équipement informatique	17 795	17 795	-	2 844
	70 705	70 705	-	2 844

6. Capital assets

7. Immobilisations incorporelles

	2025		2024	
	Coût/ Cost	Amortis- sement cumulé/ Accumu- lated amorti- zation	Valeur comptable nette/ Net book value	Valeur comptable nette/ Net book Value
	\$	\$	\$	\$
Plateforme en ligne	251 960	251 960	-	74 734

7. Intangible assets

8. Emprunt bancaire

L'Organisme a une marge de crédit non garantie de 50 000 \$ au taux préférentiel majoré de 2,5 %. La ligne de crédit est non utilisée en fin d'exercice pour l'exercice courant et précédent.

Il n'y a pas de ratios à respecter.

8. Bank loan

The Organization has an unsecured line of credit of \$50,000 at prime rate plus 2.5%. The line of credit was unused at current and previous year-end.

There are no covenants to be met.

9. Subventions reportées

Les revenus reportés représentent des subventions non utilisées qui ont été reçues au cours de l'exercice et qui seront considérées et destinées à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent. Les changements encourus dans le solde des apports reportés pour l'exercice sont les suivants :

	2025	2024	
	\$	\$	
Solde au début	36 900	33 650	Balance, beginning of year
Montants reçus	1 458 831	1 021 795	Amounts received
Montants reconnus dans les produits au cours de l'exercice	(1 342 183)	(1 018 545)	Amounts recognized as revenues during the year
Solde à la fin	153 548	36 900	Balance, end of year
Composé de :			Consist of:
Financement agricole Canada	15 000	15 000	Farm Credit Canada
Ministère de l'Éducation et de la Petite enfance de la Colombie-Britannique	15 000	15 000	Ministry of Education and Child Care of British Columbia
Ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance du Manitoba	5 500	6 900	Manitoba Department of Education and Early Childhood Learning
Province du Nouveau-Brunswick	8 000	-	Province of New Brunswick
Réseau dialogue	37 145	-	The Dialogue Network
Patrimoine canadien	72 903	-	Canadian Heritage
	153 548	36 900	

9. Deferred grants

Deferred revenues represent unused grants which were received during the fiscal year and which will be considered and intended to cover the operating expenses of the subsequent fiscal year. The changes in the deferred revenues balance for the year are as follows:

10. Engagements

L'Organisme s'est engagé en vertu d'une entente de location échéant le 30 septembre 2028. L'Organisme est également tenu de payer des frais mensuels pour les frais opérationnels. Les paiements minimaux exigibles s'élèvent à 53 753 \$ et se répartissent comme suit au cours des quatre prochains exercices :

2026	15 358
2027	15 358
2028	15 358
2029	7 679

10. Commitments

The Organization has entered into a lease agreement expiring on September 30, 2028. The Organization is also required to pay monthly additional operational charges on this lease agreement. Future minimum payments aggregate to \$53,753 and are as follows for the next four years:

11. Actif net – affecté d'origine interne

Un montant de 345 000 \$ d'actifs nets affectés d'une restriction interne a été désigné au cours des exercices précédents par le conseil d'administration à des fins de contingence, conformément à la Politique du fonds de prévoyance de l'Organisme.

Les montants grevés d'une affectation interne ne peuvent servir qu'aux usages approuvés par le conseil d'administration.

11. Net assets – internally restricted

Internally restricted net assets in the amount of \$345,000 were designated in prior years by the Board of Directors for contingency purposes, in accordance with the Organization's Contingency Fund Policy.

Internally restricted amounts are only available for purposes approved by the Board of Directors.

12. Renseignements complémentaires à l'état des flux de trésorerie

	2025	2024
	\$	\$
<i>Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement de fonctionnement</i>		
Contributions à recevoir	(27 674)	21 001
Taxes de vente à recouvrer	(22 962)	310
Stocks	(12 498)	695
Dépenses payées d'avance	(38 106)	(7 593)
Créditeurs et charges à payer	28 232	4 408
Parrainages reportés	(3 195)	-
Subventions reportées	116 648	23 650
	40 445	42 471

12. Additional information relating to the statement of cash flows

<i>Changes in non-cash operating working capital items</i>	
Contributions receivable	21 001
Sales tax receivable	310
Inventories	695
Prepaid expenses	(7 593)
Accounts payable and accrued liabilities	4 408
Deferred sponsorships	-
Deferred grants	23 650
	42 471

13. Dépendance économique

L'Organisme tire ses revenus principalement sous la forme de subventions de diverses sources gouvernementales. Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, le financement provenant de Patrimoine Canada représentait environ 77 % (72 % en 2024) du total des revenus.

13. Economique dependence

The Organization's primary source of revenue is in the form of grants from various government sources. For the year ended March 31, 2025, funding from Canadian Heritage accounted for approximately 77% (72% in 2024) of total revenue.

14. Instruments financiers

Risque de crédit

L'Organisme est exposé au risque de crédit imputable à ses clients. Par contre, la majorité des débiteurs est composée de comptes courants, ce qui minimise le risque de crédit.

L'Organisme fait face à un risque de crédit supplémentaire sur ses soldes de l'encaisse. Cependant, ce risque est mitigé, car l'encaisse est détenue par des institutions financières canadiennes de haut niveau.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas être en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.

Les créiteurs et charges à payer sont généralement remboursés dans un délai n'excédant pas 30 jours.

15. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

14. Financial instruments

Credit risk

The Organization is exposed to credit risk from customers. However, a significant portion of receivables are current accounts which minimizes the credit risk.

The Organization faces a further credit risk on its cash balances. However, the risk is mitigated as the cash is held by highly rated Canadian financial institutions.

Liquidity risk

Liquidity risk is the risk of being unable to meet each requirement of fund obligations as they become due.

The accounts payable and accrued liabilities are generally paid within 30 days.

15. Corresponding figures

Certain corresponding figures have been reclassified to conform to the current year's presentation.